



PROJET DE BUDGET 2020 : LA FONCTION PUBLIQUE SE MOBILISE !

MANIFESTATION

**LE JEUDI 5 DÉCEMBRE – 17H00, PLACE DE NEUVE
puis cortège jusqu'à l'Hôtel-de-Ville**

**UNE FOIS DE PLUS, NOUS SUBISSONS LA PRESSION BUDGÉTAIRE :
LE CONSEIL D'ÉTAT NE RESPECTE PAS LA LOI EN SUPPRIMANT LES ANNUITÉS**

Oui, le Conseil d'Etat prévoit de créer et stabiliser 412 postes dans les services publics (660 en tout dans le « Grand État ») au budget 2020.

Mais non, ce n'est pas suffisant. Des secteurs entiers sont en souffrance par manque de personnel : les HUG, le social, le handicap, le SPMi, le SPAd, etc.

Les nouveaux postes du PB2020 visent simplement, pour l'essentiel, à répondre à l'augmentation de la démographie ou à stabiliser l'existant ; ils ne combrent pas le manque patent de personnel résultant d'années de politiques d'austérité. Ces postes sont, de plus, en très grande partie financés par le blocage de l'annuité 2020.

Mobilisons-nous car :

- Ce n'est pas au personnel de la fonction publique de financer les nouveaux postes par le non-versement de l'annuité (= 54 millions) et la suspension des indexations à la vie chère durant 4 ans.
- Supprimer le doublement du dernier salaire, c'est refuser la reconnaissance aux personnes qui se sont investies durant toute une carrière au service de la population.

Ce même Conseil d'Etat prévoit aussi de sabrer l'annuité 2022.

L'Assemblée du personnel de l'Etat et du secteur subventionné constate, sans surprise, que **les baisses fiscales engendrées par RFFA (- 407 millions entre 2018 et 2020) entravent le fonctionnement de l'Etat et ne garantissent pas les prestations à la population**. Ces cadeaux fiscaux ont été dénoncés par le Cartel avant même qu'ils ne soient en place. Face à cette situation, la droite brandit la menace de couper dans les prestations et les moyens alloués aux services publics (projets de loi de « personal stop » à nouveau exhumés).

L'Assemblée de la fonction publique demande au Grand Conseil de :

- 1. Voter les créations de postes** proposées par le projet de budget 2020 du Conseil d'Etat ainsi que l'augmentation des budgets des secteurs subventionnés, même si ces moyens sont encore insuffisants pour rattraper les coupes linéaires passées.
- 2. Prendre en compte les réels besoins** en y ajoutant les postes et moyens nécessaires aux services en souffrance.
- 3. Refuser**, dans le cadre du vote du budget 2020, la suppression de l'annuité 2020 et l'abandon du doublement du dernier salaire.

L'Assemblée demande en outre au Conseil d'Etat d'élaborer un plan équilibré et respectueux de la population et du personnel pour pallier la baisse substantielle des revenus fiscaux des entreprises.

LE CARTEL EXIGE UN BUDGET QUI PRÉSERVE LES PRESTATIONS À LA POPULATION ET LE PERSONNEL DE LA FONCTION PUBLIQUE !

Le personnel ne veut plus être la seule variable d'ajustement du budget !

Mobilisons-nous pour des postes supplémentaires !

PB2020 : 660 postes en tout pour le Grand État, c'est encore largement insuffisant

412 postes dans l'administration c'est bien mais ce n'est pas suffisant. Il s'agit surtout de stabilisation de contrats précaires. Sans ces postes, des services entiers ne pourraient simplement plus fonctionner.

A l'OCPM (Office cantonal de la population et des migrations) les postes créés répondent à de nouvelles prestations et ne résorbent pas les retards (deux ans d'attente pour un renouvellement de permis).

Au SPAd (Service de protection de l'adulte) c'est 40 postes qu'il faudrait, or seuls 15 sont proposés. Le personnel n'en peut plus et quitte le service. Aucun nouveau poste pour un SPMi (Service de protection des mineurs) en souffrance.

Au DIP, les 194 postes inscrits servent à répondre à l'augmentation du nombre d'élèves et à la mise en place de la nouvelle loi sur l'accueil jusqu'à 18 ans et l'école inclusive. Quelques postes pour augmenter le nombre d'infirmières scolaires débordées.

Les postes supplémentaires pour la sécurité répondent à l'extension de prisons ou à absorber les retards du pouvoir judiciaire.

Sans ces postes, le Conseil d'État devrait couper dans les prestations (supprimer, privatiser, ...).

Pour le « Grand État » les nouveaux postes sont ridicules. 4 seulement pour l'aide à domicile (IMAD) et quelques postes pour de nouveaux EMS. La plupart de ces nouveaux postes vont au CEVA et aux TPG (extension des prestations pour répondre aux besoins et à la démographie). L'UNI et les HES, qui accueillent toujours plus d'étudiant.es, ne reçoivent que quelques postes.

Il n'y a quasiment pas d'augmentation budgétaire pour le secteur du social alors que des années de coupes linéaires ont contraint de nombreuses institutions subventionnées à engager du personnel à moindre coût, au détriment des prestations.

Ces postes ne sont pas des cadeaux : ils permettent juste aux services et structures de fonctionner. On ne parle même plus de qualité...

Ces postes sont presque entièrement financés par les blocages d'annuité (coût d'une annuité environ 54 millions, presque 500 postes).

Mobilisons-nous contre les plans d'austérités qui s'annoncent !!!

Le déficit du budget 2020 de l'État, n'est pas dû aux postes stabilisés ou créés. Il est principalement dû aux cadeaux fiscaux faits aux entreprises (RFFA) estimés à 328 millions. La droite en profite et tire sur les services publics : deux projets de loi visent à limiter brutalement les moyens des services publics dans les années à venir.

Mobilisons-nous pour défendre les prestations publiques et nos emplois

NON à de nouvelles mesures structurelles : décider la suspension d'une annuité sur deux et des autres mécanismes salariaux comme le rattrapage du coût de la vie ou le doublement du dernier salaire avant la retraite, **c'est prendre le personnel encore et toujours comme variable d'ajustement.**

Alors que le personnel est pressé comme un citron.

Alors que le nouveau système salarial SCORE en discussion prévoit de nouveaux blocages d'annuités et la baisse de nombreuses indemnités.

Mobilisons-nous pour une politique salariale transparente et équitable

Nous avons encore trois mois pour corriger ou faire couler SCORE



**SCORE
TOUJOURS PAS
D'ACCORD**